HAL
open science

Entretien autour de la thèse. "Les bras et le ventre : une sociologie politique des plantations industrielles dans le Cameroun contemporain" (Université Paris 1, 2019, 931 p.)

Guillaume Vadot

To cite this version:

Guillaume Vadot. Entretien autour de la thèse. "Les bras et le ventre : une sociologie politique des plantations industrielles dans le Cameroun contemporain" (Université Paris 1, 2019, 931 p.). 2020. hal-03038901

HAL Id: hal-03038901

https://hal.science/hal-03038901v1

Submitted on 3 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entretien avec Guillaume Vadot, postdoctorant à l'IMAF
Lauréat du prix de thèse « Afrique et diasporas » 2020 pour sa thèse en science politique :

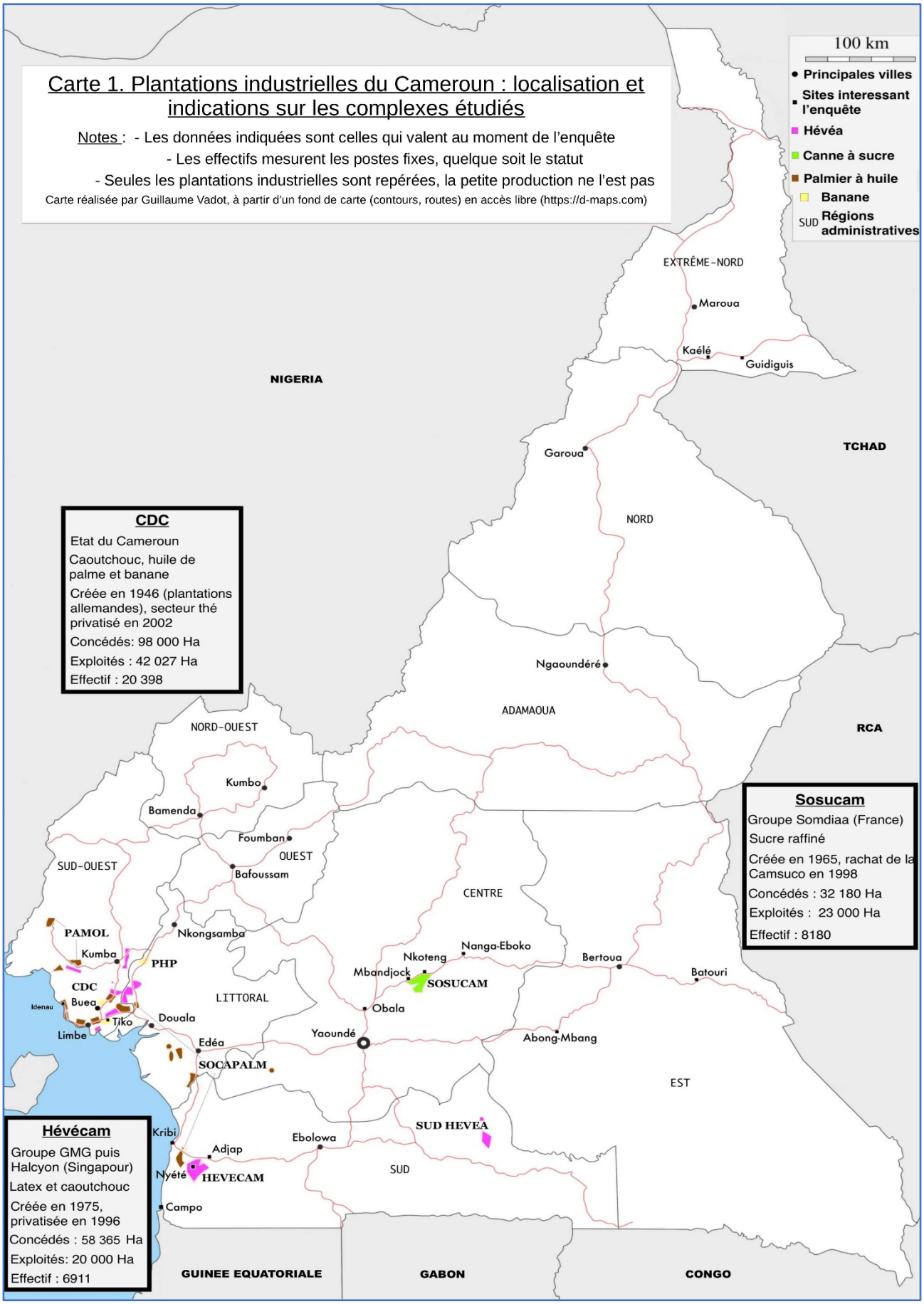
Les bras et le ventre : une sociologie politique des plantations industrielles dans le Cameroun contemporain

Université Paris 1, sous la direction de Johanna Siméant-Germanos, 2019.

Pourriez-vous revenir sur votre démarche scientifique et la manière dont vous avez conduit votre recherche, du terrain à l'écriture de la thèse ?

Je voudrais éviter de donner *a posteriori* trop de cohérence à quelque chose qui s'est construit pas à pas. Quand je suis arrivé pour la première fois dans le domaine d'une entreprise de plantations, j'étais angoissé. De Yaoundé, on m'avait alerté sur la densité des dispositifs de surveillance, et dans le même temps des journalistes étaient attaqués par le groupe Bolloré pour leur enquête sur ses activités agro-industrielles au Cameroun. Les premiers contacts n'ont pas démenti ce sentiment, tout le monde me fuyait et me renvoyait au Directeur des ressources humaines. Mais la rencontre avec ce dernier s'est avérée plus déroutante : après quelques minutes d'échange, il a profité du passage d'un responsable des cultures pour m'envoyer « voir le champ » depuis le pick-up de ce dernier. Le cadre en question était manifestement aussi surpris et embêté que moi, mais quand je me suis retrouvé à nouveau dans la chambre que j'avais louée dans le petit bourg associé à la plantation deux heures plus tard, je n'en revenais pas d'avoir pu collecter autant de matériaux.

Ce type d'expériences, mais aussi le partage réflexif qui caractérisait le séminaire doctoral animé par ma directrice Johanna Siméant-Germanos, m'ont montré qu'il était possible de conduire une enquête sur ces terrains réputés difficiles. Quel que soit le degré de répression qui y règne, les grandes plantations sont des espaces sociaux complexes où tout ne se tient pas, où les normes mêmes les plus strictes sont véhiculées par des êtres humains avec leurs goûts et dégoûts, leurs aspirations et leurs frustrations. Plusieurs cadres, par exemple, se sont avérés disponibles à établir avec moi un rapport ambivalent, nourri aussi de leur envie d'échapper le temps d'une conversation à des lieux qu'ils ressentent comme étriqués. Et, malgré les tentatives évidentes d'enclavement portées par chaque entreprise, leur aire est marquée avant tout par une présence populaire mouvante, sur les lieux de travail comme au quartier. Les ouvrier·ère·s, leur famille, les petit·e·s commerçant·e·s et les populations riveraines forment une majorité écrasante et diverse, sans cesse renouvelée par les arrivées et les départs. Si bien que l'image de l'enclave, malgré sa portée critique, apparaît attachée à un point de vue sur la plantation qui est plutôt celui des acteur·rice·s (activistes, journalistes) qu'elle tient particulièrement à l'écart. Le souligner, et mettre en exergue ces conditions de possibilité de mon enquête, revient aussi à insister sur l'injustice qui est faite aux collègues camerounais·e·s, systématiquement empêchés dans leurs démarches de recherche. Il y a là un enjeu politique mais aussi épistémique, pour la production des connaissances scientifiques elles-mêmes.


Carte 1. Plantations industrielles du Cameroun : localisation et indications sur les complexes étudiés
Notes : - Les données indiquées sont celles qui valent au moment de l'enquête
- Les effectifs mesurent les postes fixes, quelque soit le statut
- Seules les plantations industrielles sont repérées, la petite production ne l'est pas
Carte réalisée par Guillaume Vadot, à partir d'un fond de carte (contours, routes) en accès libre (https://d-maps.com)
100 km
Principales villes
Sites interessant l'enquête
Hévéa
Canne à sucre
Palmier à huile
Banane
SUD Régions administratives
EXTRÊME-NORD
Maroua
Kaélé
Guidiguis
NIGERIA
TCHAD
Garoua
NORD
Ngaoundéré
ADAMAOUA
RCA
NORD-OUEST
Kumbo
Bamenda
Foumban
OUEST
Bafoussam
SUD-OUEST
CENTRE
PAMOL
Nkongsamba
Kumba
PHP
CDC
Buea
Idenau
Tiko
Limbe
Douala
LITTORAL
Edéa
SOCAPALM
Nkoteng
Nanga-Eboko
Mbandjock
SOSUCAM
Obala
Yaoundé
Bertoua
Batouri
Abong-Mbang
EST
SUD HEVEA
Kribi
Adjap
Nyété
HEVECAM
Ebolowa
SUD
Campo
GUINEE EQUATORIALE
GABON
CONGO
CDC
Etat du Cameroun
Caoutchouc, huile de palme et banane
Créée en 1946 (plantations allemandes), secteur thé privatisé en 2002
Concédés: 98 000 Ha
Exploités : 42 027 Ha
Effectif : 20 398
Sosucam
Groupe Somdiaa (France)
Sucre raffiné
Créée en 1965, rachat de la Camsuco en 1998
Concédés : 32 180 Ha
Exploités : 23 000 Ha
Effectif : 8180
Hévécam
Groupe GMG puis Halcyon (Singapour)
Latex et caoutchouc
Créée en 1975, privatisée en 1996
Concédés : 58 365 Ha
Exploités: 20 000 Ha
Effectif : 6911

Cela étant, la crainte d'être mis dehors du jour au lendemain, comme cela est arrivé à un collègue économiste qui travaillait sur une autre société en même temps que moi, a constitué une vraie contrainte. S'était imposée de ce fait une méthode dont j'ai souvent douté, et qui consistait à faire feu de tout bois, à considérer tout ce qui passait à ma portée comme un matériau. Après mon dernier séjour fin 2016, j'ai consacré dix mois à un travail de retranscription et de classement qui ne décollait pas. J'avais trop d'entretiens, de notes, de photographies, des milliers de pages de rapports et de coupures de presse. Finalement, la réalisation d'un tableau qui comparait les propriétés sociales et professionnelles des 212 enquêté·e·s salarié·e·s m'a permis de déclencher l'écriture que je recherchais, autour d'un chapitre sur leurs trajectoires biographiques et les modalités d'installation dans la plantation. Je me suis efforcé ensuite de poursuivre le récit. L'objectif, qui était aussi une prise de position théorique, consistait à partir d'une sociologie de la main-d'œuvre (encadrement compris), de l'activité de travail et des styles de vie développés sur la plantation, pour comprendre comment ces entreprises tiennent comme organisations bureaucratiques et comment ces espaces s'intègrent au territoire politique camerounais, comment l'État s'y ancre.

Quel serait alors le fil conducteur au sein de l'ensemble de votre travail de recherche ?

Ce que je peux dire, c'est que j'ai été porté depuis mon mémoire de Master 2[1] par une question d'ordre théorique que la thèse a permis d'approfondir. Je venais d'un cursus professionnalisant à Sciences Po (sur le développement durable), et c'est avec ce master recherche en science politique (mention études africaines) que j'ai vraiment découvert les sciences sociales. Entrer dans ces dernières par les études africaines du politique constitue une grande expérience intellectuelle, puisque cela revient à être d'emblée confronté à un éclairage qui porte sur les sociétés africaines et leur histoire, mais aussi, justement, sur la fabrique des sciences sociales elles-mêmes. Dire que l'on va étudier le politique en Afrique subsaharienne ne va en effet pas de soi, cela demande de surmonter des formes de disqualification encore bien vivantes aujourd'hui mais qui étaient hégémoniques il y a une quarantaine d'années jusque dans les universités. De manière comparable à ce qu'ont fait les historien·ne·s de l'Afrique dans les années 1970, ce champ d'étude n'a pu s'inventer qu'en construisant une boîte à outil capable de montrer comment ce que Jean-François Bayart a appelé la « greffe » de l'État a pris en Afrique, notamment parce que celle-ci a rencontré une histoire longue de rapports stratégiques à l'extraversion, renouvelée encore récemment par les ajustements structurels et la néolibéralisation des économies. Il y a là une contribution à la sociologie historique des États en général, et donc un positionnement comparatiste dont la portée est loin d'avoir été épuisée. Plus généralement, le fait que les études africaines du politique aient été confrontées à la suspicion de prendre au sérieux des artifices, de les valider quand la « vraie Afrique » serait ailleurs, les a rendu particulièrement attentives aux processus sociaux et à l'énonciation endogène du politique, un autre apport à l'étude du politique en général.

Ceci dit, j'ai ressenti assez tôt une insatisfaction vis-à-vis de cet outillage, qui ne répondait pas à toutes les questions que je me posais comme étudiant. Il faut dire que, dans un contexte militant, je m'étais forgé une image de l'Afrique largement associée aux richesses qui en sortaient, captées par les grandes entreprises et les États du Nord. Cette économie politique me semblait donc trop laissée de côté par la littérature scientifique que je découvrais, qui voyait plutôt le site décisif du politique dans les rivalités de captation et de monopolisation de ressources exogènes, comme la rente du développement par exemple. C'est ce qui a justifié d'intituler mon projet de thèse « De quoi le ventre se remplit-il ? », en référence (un peu provocante)

[1] « Coton et paysans. La production comme espace politique. Exploitation, encadrement et conflictualité sociale à l'Extrême Nord Cameroun », Université Paris 1, 2012, 237 p.

à *La politique du ventre*[2]. Je venais alors de terminer mon mémoire sur l'immense entreprise d'État qui marque la présence de ce dernier dans les zones rurales des deux régions situées les plus au Nord du Cameroun, la Sodecoton. Il était apparu nettement que l'on ne pouvait pas étudier les formes de cette présence et les rapports au politique dans les villages sans s'intéresser à la production cotonnière concrète, au travail des cotonculteurs et à son encadrement, récemment redéployé dans le cadre de la réforme de la filière (ces résultats ont été synthétisés dans un article paru dans *Politique africaine* en 2014). Pour les villages cotonniers comme d'ailleurs pour les plantations, cette démarche a conduit à mettre au jour des formes de la critique sociale qui restaient peu documentées, dans un Cameroun souvent décrit comme congelé.

Devenir doctorant a permis d'affiner cette critique, en la circonscrivant. Il m'a semblé peu à peu que l'itinéraire épistémique que j'ai décrit avait construit une habitude analytique non pas indifférente aux aspects matériels, mais trop exclusivement focalisée sur les comportements liés à la consommation, au partage des ressources, à leur appropriation. Les plantations industrielles du Cameroun constituent alors un terrain privilégié pour interroger la contribution des lieux de travail et de la production à la formation de l'État. En plus d'occuper d'immenses espaces, elles constituent les premiers employeurs du pays après ce dernier. J'ai alors voulu observer quelles « topographies politiques »[3] s'y formaient, et comment. Et je me suis rendu compte que, loin d'échapper au politique, ces grandes entreprises spatialisées s'y trouvaient sans cesse exposées, souvent malgré elles. Au total, le besoin constant qu'ont ces organisations de trouver de la main-d'œuvre, de la stabiliser, de l'identifier, de diffuser leurs normes, mais aussi les mobilisations portées par les riverains à même de s'emparer du registre de l'autochtonie ou par les salarié·e·s qui parviennent à faire leur celui de la « défense de l'emploi », tout cela tend à installer l'officiel dans leur quotidien. Si bien que sur les plantations, les mairies, les chefferies, les syndicats ou encore les ramifications particulièrement complexes du parti au pouvoir constituent des arènes disputées et participent, en relation avec l'administration territoriale, d'une scène locale de l'officiel où se négocie l'étaticité, toujours avec mais parfois contre l'entreprise.

Partant de cela, comment pensez-vous votre inscription disciplinaire ?

En voulant m'intéresser au travail et à des entreprises, je me suis trouvé entraîné hors de la science politique, et souvent même des études africaines. J'avais besoin de lire pour affiner les questionnements à mes terrains. L'une des bibliothèques que j'ai découverte de cette manière et qui a été particulièrement utile relève de la sociologie des mondes ruraux et des classes populaires en France. Je me suis rendu compte qu'une notion comme celle de « capital d'autochtonie », forgée initialement par Jean-Noël Retière[4], permettait de penser les registres d'identification mobilisés par les ouvrier·ère·s de plantation. Il en va de même de travaux sur les cadres, qui m'ont amené à réaliser l'importance qu'avait pour ceux (presque tous des hommes) que j'observais l'invention de catégories socio-professionnelles auxquelles se rattacher. Ou d'une sociologie du travail attentive à ce qui se joue à-côté, en dehors du lieu de travail, une question d'autant plus pressante sur les plantations que rares sont les ouvrier·ère·s qui ne combinent pas cette activité avec une autre. Mais aussi des travaux qui ont porté sur la racialisation. Ou encore d'un courant de recherche récent, porté avant tout par des anthropologues cette fois, et qui s'intéresse à la participation de

[2] Voir l'ouvrage incontournable de Jean-François Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 2006 [1989], 256 p.
[3] L'expression fait référence au travail de Catherine Boone, notamment *Property and Political Order in Africa: Land Rights and the Structure of Politics*, Cambridge University Press, 2014, 439 p.
[4] Voir Nicolas Renahy, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques* n° 40, 2010, p. 9-26.

la matière et des « non-humains » à la fabrique des rapports sociaux. Enquêter sur des plantations revient en effet à étudier des organisations aux prises avec des plantes, des animaux, des maladies, etc., et j'ai tenté de rendre compte de la façon dont tout cela contribue à la configuration des pratiques de travail dans chaque entreprise. Enfin, je me suis nourri des travaux du géographe matérialiste David Harvey[5] pour penser les contraintes d'espace qui pèsent sur les plantations, dont l'emprise sur leur aire est sans cesse à refaire du fait de la concurrence d'autres dynamiques.

Aucune de ces excursions ne pouvait cependant consister à importer tels quels les outils forgés ailleurs, et c'est plutôt la confrontation avec le répertoire d'interprétation plus consolidé des études africaines qui s'est avérée heuristique. Il en va ainsi du recours à la notion de « classes populaires », utile pour appréhender ensemble les travailleur·se·s subalternes de la plantation dans leur diversité, mais qui s'est trouvé éclairé en retour par une cartographie des références à l'ethnicité dans le quotidien de la plantation, et par une analyse située de l'énonciation des inégalités dans le registre de la parenté. Un autre exemple est fourni par la sorcellerie, bien présente dans chaque complexe agro-industriel et dans les entreprises camerounaises en général, comme l'ont déjà remarqué d'autres travaux[6]. Outre les modalités bien connues que sont la sanction de la différenciation sociale et du pouvoir, aborder les cadres à travers leurs carrières professionnelles a permis d'approcher un troisième type récurrent d'occurrences de la sorcellerie, ponctué d'attaques plus horizontales.

C'est néanmoins autour d'une historiographie du vaste objet qu'est le travail que ces va-et-vient se sont avérés les plus porteurs. Les recherches sur le travail et les travailleur·se·s en Afrique (avant tout salarié·e·s, mais pas seulement) ne manquent pas, notamment chez nos collègues britanniques, américains, allemands, sud-africains ou encore hollandais. Mais leur scansion, dont j'ai cherché à rendre compte dans l'introduction de la thèse, est singulière au regard de ce qui s'est fait sur d'autres terrains. Il me semble que se pencher aujourd'hui sur ces écarts, et sur la fabrique concrète de cette historiographie, constituerait une contribution utile à l'histoire des sciences sociales. De même a-t-on énormément à apprendre concernant les transformations en cours des formes de travail et d'emploi sur le continent africain et leurs conséquences.

[5] Voir par exemple la réédition de David Harvey, The *Limits to Capital*, Londres, Verso, 2006, 478 p.

[6] On pourra se référer à Peter Geschiere, « Sorcellerie et modernité : retour sur une étrange complicité », *Politique africaine* n°79, 2000/3, p. 17-32. Piet Könings le note au sujet de la *Cameroon Development Corporation* dans *Labour Resistance in Cameroon: Managerial Strategies and Labour Resistance in the Agro-Industrial Plantations of the Cameroom Development Corporation,* Leiden, Afrika-Studiecentrum, 1993, 203 p.